



La lettre électronique de RESO – MAI 2005

Chers amis,

Dans quelques jours, les Français devront se prononcer sur la constitution européenne. Dans quelques jours, les électeurs, je l'espère, ne cautionneront plus le libéralisme que nous subissons chaque jour.

Contrairement à ce que les défenseurs du Oui nous disent, si nous votons NON, la France ne sera pas isolée du reste de l'Europe : de nombreux peuples européens attendent le vote français pour le

NON comme libérateur ; quant aux Pays-Bas, où le peuple doit être « consulté », les sondages donnent le NON à 63 %.

Les défenseurs du Oui veulent nous culpabiliser une nouvelle fois, un peu comme ils l'ont fait lorsqu'au lieu de « soutenir le plan gouvernemental en faveur des personnes âgées », ils ont pris un jour de RTT ou ont fait grève.

« Ils » nous accusent de confondre la question européenne avec la question intérieure. Et bien Oui confondons-là ! Dire NON à la constitution, dire NON à Raffarin, procède du même refus du libéralisme.

Dimanche prochain, nous aurons le pouvoir de dire STOP à l'ultra-libéralisme, aux délocalisations, aux suppressions d'emplois, Disons NON à l'Europe des banques et de la finance, celle qui enrichit les actionnaires et précarise chaque jour un peu plus les travailleurs.

Voter est un devoir qui ne nous prend que cinq minutes, mais c'est aussi le seul pouvoir de décider de notre avenir !

Marinette BACHE,
Présidente de Résistance sociale

Pour toute correspondance : resistance.sociale@laposte.net

Notre site : <http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

Attention pour cette adresse ne pas mettre www

Téléphone : 06 74 79 05 10

Adhésion 2004 : 15€

Abonnement journal 12 numéros : 5 €

Adresse postale : RESO - 5 place Georges Brassens – 78260 ACHERES

I. Les nouvelles du front social

Manifestation à Dunkerque de salariés français du groupe Alcan

Les salariés du groupe Alcan ont manifesté devant le site de l'usine Aluminium Dunkerque à Loon-Plage, dans la banlieue de Dunkerque (Nord), pour protester contre les suppressions d'emplois et la politique européenne du groupe canadien.

Les salariés du site nordiste et des délégations d'une douzaine d'autres sites français se sont regroupés devant l'usine pour dénoncer la politique de leur groupe, deuxième producteur mondial d'aluminium.

"Nous sommes inquiets", a déclaré Dominique Wailly, secrétaire CGT de l'usine nordiste.

"Dunkerque est le site le moins menacé, le navire amiral de la flotte en Europe, mais cette flotte ce sont des usines coulées ou bradées", a-t-il ajouté. "On dénonce les restructurations, les reventes de sociétés et les suppressions d'emplois faites uniquement pour augmenter le dividende des actionnaires".

Le groupe Alcan a racheté le Français Pechiney en décembre 2003. Une restructuration a suivi avec notamment des coupes franches dans les effectifs au siège parisien et plusieurs cessions de sites du groupe.

Alcan a supprimé au total environ 12.000 emplois, dont 550 en France.

Les syndicats du groupe se disent très inquiets pour 2006 de l'avenir des sites de Saint-Jean de Maurienne (Savoie) et Lannemezan (Hautes-Pyrénées).

Le groupe a annoncé pour le premier trimestre 2005 un bénéfice de 218 millions de dollars.

Des salariés d'IBM manifestent contre les licenciements annoncés

Les salariés français d'IBM se sont invités à une réunion du Comité central d'entreprise (CCE) du 23 mai à Noisy-le-Grand (Seine-et-Marne) pour exiger "zéro licenciement sec" en France dans le cadre du plan social de l'entreprise.

Le CCE devait aborder la question de la justification économique du plan social (livre IV), dans le cadre de la consultation obligatoire liée au plan de sauvegarde de l'emploi en cours.

Une pétition internationale circulait également aux abords du site, comme dans les onze autres implantations d'IBM en France (Marseille, Montpellier, Lyon, Orléans...) pour exprimer la "profonde inquiétude" de "syndicats, comités d'entreprise et représentants de salariés du monde entier" face à cette restructuration.

Soulignant qu'IBM est une "entreprise riche qui a du succès", avec 1,4 milliard de dollars de bénéfices au premier trimestre 2005, ils affirment que cette restructuration "va dans la mauvaise direction pour les salariés, l'entreprise et les clients", et demandent "l'arrêt des licenciements".

Un millier d'emplois seraient menacés sur quelque 11.000 en France, affirment les syndicats.

A Montpellier, les salariés ont manifesté dans le centre de la ville. Partis du siège régional dans le quartier de La Pompignane, coiffés de casquettes bleues sur lesquelles on pouvait lire "le 23 mai, non aux licenciements", ont rallié dans le calme la direction départementale du travail où une délégation a été reçue. Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une journée internationale d'action en Europe, aux États-Unis et au Japon, à l'appel de tous les syndicats, contre le plan de restructuration d'IBM, qui prévoit 13.000 suppressions d'emploi dans le monde.

STMicro : les syndicats craignent une saignée en France

Selon la CGC, le fabricant de semi-conducteurs pourrait supprimer 900 postes en France. STMicroelectronics a annoncé le 16 mai un plan de restructuration portant sur 3000 de ses 50.000 emplois dans le monde.

STMicroelectronics, dont 16,3% du capital sont détenus par l'Etat français, pourrait supprimer 900 emplois sur ses sites en France, selon la CGC du Rousset dans les Bouches-du-Rhône, où le fabricant de semi-conducteurs possède une importante usine.

Le 16 mai, le groupe a annoncé un plan de restructuration portant sur 3000 de ses 50.000 emplois dans le monde. La moitié de ces 3000 postes sont en réalité délocalisés en Asie.

Selon le syndicat, STMicroelectronics considère "la France comme une zone de production à coûts élevés au même titre que l'Italie". "L'absence d'investissement dans la technologie dite '8 pouces' sur le site de Rousset alimente les peurs, d'autant que la direction s'y était engagée". "L'Europe est en ligne de mire de la direction", a dénoncé pour sa part la CGT en jugeant "scandaleux que les Etats français et italien, actionnaires déterminants de ST et pourvoyeurs de subventions, cautionnent la politique de la direction".

Le plan annoncé intègre la fermeture programmée depuis 2003 de l'usine de Rennes. Plusieurs centaines de postes ont déjà été supprimés ou sont en passe de l'être. 350 autres emplois seront supprimés du fait du désengagement de la société de certains sites non-manufacturiers et du transfert d'une partie de la fabrication de mémoire vers l'Asie.

Les syndicats de Thales craignent 4 à 5000 suppressions de postes

Les syndicats CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO du groupe d'électronique Thales ont fait part mardi 1 mai, lors de l'assemblée générale des actionnaires, de leurs inquiétudes concernant un nouveau "projet de plan de restructuration qui pourrait concerner 4.000 à 5.000 personnes sur deux ans". Ce projet s'ajouterait "à une succession de plans de sauvegarde de l'emploi (plans sociaux,) qui touchent cette année plus de 1.000 salariés". Selon eux, il toucherait "les cœurs de métiers du groupe et l'ensemble de sa population".

II. – Actualité internationale

Finlande:

Début d'une grève nationale dans l'industrie papetière

Les salariés de l'industrie papetière en Finlande se sont mis une nouvelle fois en grève à partir du 15 mai à minuit devant l'impasse des négociations avec les employeurs pour obtenir un nouvel accord de branche.

Cet arrêt de travail de 48 heures frappe deux des plus grands producteurs mondiaux de papier en terme de chiffre d'affaires, Stora Enso (4e en 2003) et UPM Kymmene (7e).

Les discussions acheminent principalement sur les jours fériés et le montant des primes.

La grève doit s'achever mercredi matin à 06h00 (03h00 GMT). Elle sera suivie par un lock-out des employeurs qui pourrait durer deux semaines.

Le «lock-out» permet de fermer les usines sans verser de salaires. Cette pratique exceptionnelle est utilisée pour «casser» des grèves ou lorsque les employeurs jugent que la qualité de la production ou la sécurité des installations et des hommes n'est plus garantie.

Les partenaires sociaux doivent se rencontrer mardi en présence du médiateur gouvernemental.

Le conflit a même dépassé les frontières de la Finlande puisque, en Suède voisine, le Syndicat des ouvriers du papier a demandé à ses membres travaillant pour les dix usines Stora Enso implantées en Suède de refuser toute surcharge de travail durant la grève en Finlande.